



Société d'assurance-dépôts
du Canada



Rapport financier trimestriel Premier trimestre

Nous protégeons vos dépôts

30 JUIN 2018

Non vérifié

Canada

Table des matières

Compte rendu.....	2
Principaux résultats financiers.....	3
Analyse des risques.....	4
Changements touchant le fonctionnement, le personnel et les programmes.....	5
Résultats financiers.....	6
Financement <i>ex ante</i>	9
Liquidités mobilisables.....	9
Déclaration de responsabilité de la direction.....	10
États financiers consolidés condensés et notes complémentaires.....	11
État consolidé condensé de la situation financière.....	11
État consolidé condensé du résultat global.....	12
État consolidé condensé des variations des capitaux propres.....	13
Tableau consolidé condensé des flux de trésorerie.....	14
1 – Informations générales.....	15
2 – Principales méthodes comptables.....	17
3 – Instruments financiers.....	19
4 – Provision pour pertes liées à l’assurance-dépôts.....	21
5 – Charges d’exploitation.....	21
6 – Transactions entre parties liées.....	22
7 – Événements postérieurs à la date de clôture.....	22

Compte rendu

Premier trimestre – exercice 2018-2019

Le présent compte rendu a été rédigé conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État publiée par le Conseil du Trésor (la « Norme du Conseil du Trésor »). Il ne prétend pas à l'exhaustivité d'un véritable rapport de gestion. On présume que les déclarations et l'information figurant dans le Rapport annuel 2018 de la SADC s'appliquent également au trimestre considéré, à moins de mise à jour.

Les états financiers consolidés condensés n'ont pas été audités et ils ont été établis conformément à la Norme du Conseil du Trésor.

Le présent compte rendu et les états financiers qui l'accompagnent ont été examinés et approuvés par le Comité d'audit de la SADC.

Principaux résultats financiers

Pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2018, la Société d'assurance-dépôts du Canada (la « SADC » ou la « Société ») a enregistré un bénéfice net de 163 millions de dollars qui résulte essentiellement des produits tirés des primes de 160 millions de dollars. Les autres éléments significatifs ont été les produits tirés des placements et autres produits (14 millions de dollars) et les charges d'exploitation nettes (9 millions de dollars). Pour la période correspondante de l'exercice précédent, la SADC avait enregistré une perte nette de 217 millions de dollars qui résultait des éléments suivants : produits tirés des primes de 134 millions de dollars, produits tirés des placements et autres produits de 10 millions de dollars, charges d'exploitation nettes de 12 millions de dollars, hausse de 350 millions de dollars de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts (la « provision ») et recouvrement de sommes radiées de 1 million de dollars.

Les produits tirés des primes du trimestre, soit 160 millions de dollars, sont en hausse de 26 millions par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse découle avant tout de la majoration des taux de prime. Le changement de catégorie de tarification de certaines institutions membres et la croissance du volume des dépôts assurés ont aussi contribué à la hausse.

Les produits tirés des placements et autres produits du trimestre terminé le 30 juin 2018 totalisent 14 millions de dollars, soit 4 millions de plus que ceux d'il y a un an. Cette augmentation est due à la croissance du portefeuille de placement (4 373 millions de dollars au 30 juin 2018, contre 3 828 millions au 30 juin 2017) et à la hausse du taux de rendement effectif des placements (1,31 pour 100 au 30 juin 2018, contre 1,08 pour 100 au 30 juin 2017).

Les charges d'exploitation nettes du premier trimestre ont atteint 9 millions de dollars, en baisse de 2 millions par rapport à celles d'il y a un an en raison de plusieurs postes vacants et du calendrier des dépenses.

La provision de la SADC au 30 juin 2018, de 2 050 millions de dollars, est la même qu'au 31 mars 2018. Le volume des dépôts assurés a augmenté de 2,3 pour 100, passant de 774 milliards de dollars au 30 avril 2017 à 792 milliards au 30 avril 2018. Cette augmentation n'a pas eu d'incidence sur la provision, car une croissance estimée du volume avait été prise en compte dans la provision établie au 31 mars 2018.

Au 30 juin 2018, le total des actifs de la Société s'élevait à 4 545 millions de dollars, dépassant de 162 millions le total inscrit au 31 mars 2018. La hausse résulte surtout des primes d'assurance à recevoir au premier trimestre – les institutions membres les paient en juillet et en décembre pour l'exercice concerné. La majeure partie des actifs de la Société se compose de titres de placement d'une grande liquidité.

Au 30 juin 2018, le financement *ex ante* de la SADC se situait à 57 points de base (4 535 millions de dollars) des dépôts assurés, le niveau cible minimal ayant été fixé à 100 points de base.

Analyse des risques

La direction de la SADC surveille les risques auxquels les institutions membres sont exposées et qui nécessitent des ajustements à la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts. Elle se sert d'un programme de gestion des risques d'entreprise (GRE) pour recenser et gérer les risques importants de la Société. Ce programme prévoit une évaluation approfondie des risques qui est revue chaque trimestre. L'évaluation tient notamment compte des risques résiduels tels que la direction les perçoit, compte tenu des répercussions possibles d'un événement à risque sur la situation financière ou la réputation de la Société, et / ou sur la capacité de la SADC à remplir son mandat et ses obligations légales, de la probabilité qu'un tel événement se produise, et des mesures prises par la Société pour gérer les risques particuliers.

L'évaluation globale par la direction des risques importants de la Société au 30 juin 2018 demeure satisfaisante.

Changements touchant le fonctionnement, le personnel et les programmes

Voici un résumé des divers changements importants survenus au chapitre du fonctionnement de la Société, de son personnel et de ses programmes au cours du trimestre.

Fonctionnement	<p>Le 15 juillet 2018, les institutions membres ont transmis leurs déclarations annuelles des dépôts assurés à partir desquelles les produits tirés des primes sont établis pour l'exercice. Sur la base de ces déclarations, les dépôts assurés que les institutions membres détenaient au 30 avril 2018 totalisaient 792 milliards de dollars (774 milliards au 30 avril 2017).</p>
Conseil d'administration, direction et personnel	<p>Le 18 juin 2018, M^{me} Michèle Bourque a quitté ses fonctions de présidente et première dirigeante de la Société. M. Dean Cosman a été nommé au poste de président et premier dirigeant à compter du 19 juin 2018 pour une période de six mois ou jusqu'à ce que le processus de recrutement du gouvernement soit terminé, selon la première occurrence.</p> <p>Le 27 juin 2018, M^{me} Claudia Morrow a quitté ses fonctions d'attachée, Bureau de la haute direction.</p> <p>Le 21 juin 2018, M^{me} Johanne Charbonneau a été nommée membre du conseil d'administration pour un mandat de quatre ans, en remplacement de M. George Burger dont le mandat a pris fin.</p> <p>Le 21 juin 2018, M^{me} Linda Caty a été nommée membre du conseil d'administration pour un mandat de deux ans, en remplacement de M^{me} Shelly M. Tratch dont le mandat a pris fin.</p> <p>Le 21 juin 2018, M. David M. Dominy a été nommé membre du conseil d'administration pour un mandat de quatre ans, en remplacement de M. Éric Pronovost dont le mandat a pris fin.</p> <p>Le 21 juin 2018, M^{me} Wendy Millar a été nommée membre du conseil d'administration pour un mandat de quatre ans, en remplacement de M^{me} Susan Hicks dont le mandat a pris fin.</p>
Programmes et projets	<p>Le 21 juin 2018, la <i>Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures</i> (titre abrégé : <i>Loi n° 1 d'exécution du budget de 2018</i>) a reçu la sanction royale. Cette loi apporte quelques modifications importantes à la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> qui moderniseront et amélioreront le régime d'assurance-dépôts au Canada. Ces modifications ont été sanctionnées par le Parlement, mais entreront en vigueur à une date ultérieure. Dans les mois à venir, la SADC apportera les changements nécessaires à ses règlements administratifs et à ses procédures pour que ceux-ci reflètent le nouveau cadre.</p>

Résultats financiers

Comparaison entre le trimestre terminé le 30 juin 2018 et le trimestre terminé le 30 juin 2017

Le tableau ci-après compare les résultats des trimestres terminés les 30 juin 2018 et 2017 de la SADC.

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Écart	
	30 juin 2018	30 juin 2017	Augmentation (diminution) (\$)	(%)
Produits tirés des primes	159 676	133 825	25 851	19 %
Produits tirés des placements et autres produits	13 940	10 208	3 732	37 %
Variation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	-	350 000	(350 000)	*
Charges d'exploitation nettes	9 216	11 608	(2 392)	(21) %
Recouvrement de sommes radiées	-	628	(628)	*
Charge d'impôt	1 497	-	1 497	*
Résultat net	162 903	(216 947)	379 850	175 %

Produits tirés des primes

Les primes versées par les institutions membres sont fonction du montant total des dépôts assurés que celles-ci détiennent au 30 avril de chaque année ; elles sont calculées annuellement conformément aux dispositions de la Loi sur la SADC et du *Règlement administratif de la SADC sur les primes différentielles*. Les taux de prime jouent un rôle déterminant dans le temps qu'il faudra pour atteindre la cible minimale du financement *ex ante* de la Société, qui est de 100 points de base. Chaque année, la SADC considère ses options (en matière de taux) pour parvenir à cette cible. Pour l'exercice 2018-2019, le taux approuvé pour la catégorie I (taux de base) représente 7,5 points de base des dépôts assurés, soit une hausse de 1,0 point par rapport au taux de base de 2017-2018. Le montant comptabilisé chaque trimestre correspond au quart des primes annuelles perçues.

Les produits tirés des primes comptabilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2018 totalisent 160 millions de dollars, contre 134 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 19 pour 100. Cette hausse découle avant tout de la majoration des taux de prime. La croissance du volume des dépôts assurés et le changement de catégorie de tarification de certaines institutions membres ont aussi contribué à la variation nette des produits tirés des primes. En effet, les dépôts assurés sont passés de 774 milliards de dollars au 30 avril 2017 à 792 milliards au 30 avril 2018, une croissance de 2,3 pour 100.

Produits tirés des placements et autres produits

Les produits tirés des placements et autres produits du trimestre terminé le 30 juin 2018 totalisent 14 millions de dollars, soit 4 millions de plus qu'il y a un an. Cette augmentation est due à la croissance du portefeuille de placement (4 373 millions de dollars au 30 juin 2018, contre 3 828 millions au 30 juin 2017) et à la hausse du taux de rendement effectif des placements (1,31 pour 100 au 30 juin 2018, contre 1,08 pour 100 au 30 juin 2017).

Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

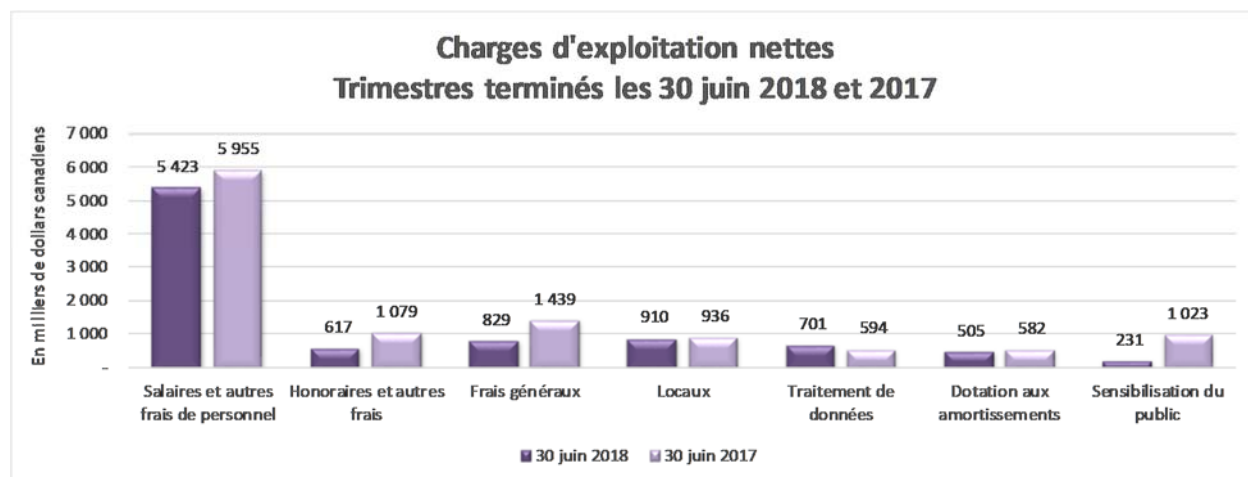
La provision correspond au montant des pertes que, selon les meilleures estimations de la direction, la SADC s'attend à subir en sa qualité d'assureur des dépôts détenus par les institutions membres. Elle est évaluée trimestriellement et fait l'objet de rajustements s'il y a lieu.

Pour obtenir ses estimations, la direction tient compte des variables essentielles à l'établissement de ses provisions, dont le volume des dépôts assurés, les prévisions de défaillance d'institutions membres établies à partir de statistiques de probabilité, le pourcentage prévu de perte en cas de défaillance, les renseignements obtenus des organismes de surveillance, divers indicateurs économiques et la connaissance particulière que la SADC a de chacun de ses membres.

Au 30 juin 2018, la provision était au même niveau qu'au 31 mars 2018, soit 2 050 millions de dollars. Plusieurs facteurs expliquent les variations de la provision, dont les suivants :

- la croissance du volume des dépôts assurés ;
- le profil de risque de certaines institutions membres ;
- le taux d'actualisation (2,06 pour 100 au 30 juin 2018, comparativement à 1,96 pour 100 au 31 mars 2018) ;
- la variation des probabilités de défaillance calculées à l'endroit de certaines institutions membres, essentiellement en raison de l'abaissement de leur cote de crédit.

Charges d'exploitation nettes



Les charges d'exploitation nettes du trimestre terminé le 30 juin 2018 s'élèvent à 9 millions de dollars, en baisse de 2 millions par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse résulte de plusieurs facteurs, dont les postes restant à pourvoir et le calendrier de certaines dépenses destinées à la campagne de sensibilisation du public.

Résultats prévus pour l'exercice 2018-2019, comparativement au Plan d'entreprise

La présente section comporte des données financières prospectives fondées sur certaines hypothèses. Les résultats réels pourraient présenter des écarts importants par rapport à ces prévisions.

(en millions de dollars canadiens)	2018-2019		Écart	
	Prévisions	Plan d'entreprise	Augmentation (diminution) (\$)	(%)
Produits tirés des primes	639	636	3	*
Produits tirés des placements et autres produits	64	61	3	5 %
(Diminution) augmentation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	(100)	100	(200)	(200) %
Charges d'exploitation nettes	47	48	(1)	(2) %
Charge d'impôt	3	3	-	-
Résultat net	753	546	207	38 %

* La comparaison n'est pas pertinente.

Produits tirés des primes

Le Plan d'entreprise 2018-2019 à 2022-2023 de la SADC (le « Plan ») prévoyait des produits tirés des primes de 636 millions de dollars pour l'exercice 2018-2019, mais la direction les estime maintenant à 639 millions de dollars. Le Plan s'appuyait sur certaines hypothèses relatives à la croissance du volume des dépôts assurés et au classement des institutions membres selon le barème de primes différentielles. Toutes ces hypothèses ne se sont pas confirmées, ce qui explique les écarts entre les chiffres du Plan et les prévisions actuelles.

Produits tirés des placements et autres produits

Le montant prévisionnel des produits tirés des placements et autres produits correspond à 64 millions de dollars, légèrement en hausse comparativement au montant de 61 millions annoncé dans le Plan. La hausse s'explique par un taux de rendement des réinvestissements plus élevé que celui prévu dans le Plan.

Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

La provision au 31 mars 2019 devrait atteindre 1 950 millions de dollars, soit 100 millions de moins pour l'exercice 2018-2019. Cette prévision se fonde sur les conditions au 30 juin 2018, compte tenu de l'incidence des nouvelles cotes de crédit dont il est fait mention à la note 7 des états financiers consolidés condensés et de la croissance estimée des dépôts assurés au cours de l'exercice.

La hausse de la provision prise en compte dans le Plan 2018-2019 était fondée sur des hypothèses au 31 décembre 2017, notamment sur une croissance présumée des dépôts assurés. Les données servant maintenant au calcul de la provision diffèrent des hypothèses, d'où l'écart entre les chiffres du Plan et les chiffres prévisionnels.

Charges d'exploitation nettes

Les charges d'exploitation nettes de l'exercice 2018-2019 devraient atteindre 47 millions de dollars, soit 1 million de moins que le montant du Plan.

Financement ex ante

Pour qu'un régime d'assurance-dépôts soit efficace et mérite la confiance du public, il doit reposer sur des mécanismes de financement sain. La SADC dispose d'un financement ex ante pour couvrir les pertes éventuelles liées à l'assurance-dépôts. Le montant de ce financement correspond à la somme des résultats non distribués et de la provision de la Société. Le niveau cible minimal du financement ex ante de la Société a été fixé à 100 points de base des dépôts assurés. La Société revoit régulièrement cette cible et l'ajuste s'il y a lieu.

Au 30 juin 2018, le financement ex ante de la SADC s'établissait à 4 535 millions de dollars, soit l'équivalent de 57 points de base des dépôts assurés.

Comme il est indiqué précédemment, les taux de prime de 2018-2019 ont été majorés afin d'accélérer la progression de la Société vers la cible minimale fixée pour le financement ex ante. Dans le Plan, on présume que les taux de prime demeureront stables après l'exercice 2018-2019. Selon les prévisions actuelles, la cible minimale de 100 points de base devrait être atteinte au cours de l'exercice 2024-2025.

Liquidités mobilisables

Le tableau qui suit indique les sources de liquidités auxquelles la SADC peut recourir.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2018	31 mars 2018
<i>Liquidités :</i>		
Trésorerie	3	2
Juste valeur des titres de placement de haute qualité et très liquides	4 306	4 309
<i>Capacité d'emprunt :</i>		
Emprunts sur les marchés ou au Trésor en vertu de la Loi sur la SADC	23 000	23 000
Total des liquidités mobilisables	27 309	27 311

Le portefeuille de placement de la SADC ne contient que des titres de haute qualité et très liquides, à savoir des obligations du gouvernement du Canada et de sociétés d'État fédérales ou encore des obligations de gouvernements provinciaux et de sociétés de financement municipales. En vertu de la Loi sur la SADC, la Société est autorisée à contracter des emprunts si elle a besoin de plus de fonds. Au 30 juin 2018, elle pouvait emprunter jusqu'à 23 milliards de dollars. Le plafond d'emprunt est ajusté le 31 décembre de chaque année pour refléter la croissance des dépôts assurés. En cas de nécessité, la Société peut aussi emprunter des fonds supplémentaires selon un montant approuvé par le Parlement, en vertu d'une loi de crédits.

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés condensés, en conformité avec la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle juge nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés condensés exempts d'anomalies significatives. Il incombe également à la direction de s'assurer que tous les autres renseignements figurant dans le présent rapport trimestriel sont conformes, le cas échéant, aux états financiers trimestriels consolidés condensés.

Les états financiers n'ont pas été audités ni examinés par un auditeur externe.

À notre connaissance, les présents états financiers trimestriels consolidés, condensés et non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie à la date de clôture de ces états financiers trimestriels consolidés condensés et pour les périodes considérées.

Le président et premier dirigeant,



Dean A. Cosman

Ottawa, Canada
Le 16 août 2018

Le vice-président, Finances et
Administration, et directeur financier,



Anthony Carty

Ottawa, Canada
Le 16 août 2018

États financiers consolidés condensés et notes complémentaires

État consolidé condensé de la situation financière

Au 30 juin 2018 et au 31 mars 2018 (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	30 juin 2018	31 mars 2018
ACTIFS			
Trésorerie		3 284	1 581
Titres de placement	3	4 373 077	4 372 580
Primes à recevoir		159 675	-
Clients et autres débiteurs		666	215
Sommes à recouvrer d'actifs en liquidation		82	82
Paiements anticipés		648	317
Immobilisations corporelles		3 601	3 782
Immobilisations incorporelles		3 991	4 056
TOTAL DES ACTIFS		4 545 024	4 382 613
PASSIFS			
Fournisseurs et autres créditeurs		4 651	6 059
Passif d'impôt exigible		1 229	542
Produits tirés des primes différés		4	-
Incitatif à la location différé		819	847
Avantages du personnel		2 788	2 804
Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	4	2 050 000	2 050 000
Passif d'impôt différé		289	20
Total des passifs		2 059 780	2 060 272
CAPITAUX PROPRES			
Résultats non distribués		2 485 244	2 322 341
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		4 545 024	4 382 613

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

État consolidé condensé du résultat global

Trimestres terminés les 30 juin 2018 et 2017 (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Produits tirés des primes		159 676	133 825
Produits tirés des placements		13 917	10 208
Autres produits		23	-
		173 616	144 033
CHARGES			
Charges d'exploitation nettes	5	9 216	11 608
Augmentation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	4	-	350 000
Recouvrement de sommes radiées		-	(628)
		9 216	360 980
Bénéfice (perte) net avant impôt		164 400	(216 947)
Charge d'impôt		1 497	-
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL		162 903	(216 947)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

État consolidé condensé des variations des capitaux propres

Trimestres terminés les 30 juin 2018 et 2017 (en milliers de dollars canadiens)

	Résultats non distribués et total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2018	2 322 341
Total du résultat global	162 903
Solde au 30 juin 2018	2 485 244
Solde au 31 mars 2017	2 235 979
Total du résultat global	(216 947)
Solde au 30 juin 2017	2 019 032

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

Tableau consolidé condensé des flux de trésorerie

Trimestres terminés les 30 juin 2018 et 2017 (en milliers de dollars canadiens)

	30 juin 2018	30 juin 2017
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice (perte) net avant impôt	162 903	(216 947)
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie :		
Dotation aux amortissements	505	582
Produits tirés des placements	(13 917)	(10 208)
Charge d'impôt	1 497	-
Charge au titre des avantages du personnel	76	70
Paiement au titre des prestations définies	(92)	-
Variation du fonds de roulement :		
Augmentation des primes à recevoir	(159 675)	(133 699)
Augmentation des clients et autres débiteurs	(451)	(281)
Augmentation des paiements anticipés	(331)	(25)
Diminution des fournisseurs et autres créditeurs	(1 408)	(440)
Augmentation des produits tirés des primes différés	4	378
Diminution de l'incitatif à la location différé	(28)	(28)
Augmentation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	-	350 000
Intérêts reçus	25 765	15 373
Impôt sur le résultat payé	(542)	(68)
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	14 306	4 707
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(259)	(398)
Achat de titres de placement	(326 428)	(170 337)
Produit de la vente ou de l'arrivée à échéance de titres de placement	314 084	168 173
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(12 603)	(2 562)
Augmentation nette de la trésorerie	1 703	2 145
Trésorerie, au début	1 581	1 771
Trésorerie, à la fin	3 284	3 916

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

Notes complémentaires

I – Informations générales

La Société d'assurance-dépôts du Canada (la « Société » ou la « SADC ») a été constituée en 1967 en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (la « Loi sur la SADC »). Elle compte au nombre des sociétés d'État sans capital-actions inscrites à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est financée par les primes que lui versent ses institutions membres. Elle est assujettie à l'impôt fédéral sur les bénéfices, en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Son siège social est sis au 50, rue O'Connor, 17^e étage, à Ottawa, en Ontario.

La Société a pour mandat de fournir une assurance contre la perte totale ou partielle des dépôts détenus par ses institutions membres, d'encourager la stabilité du système financier canadien et d'y contribuer à tous égards. La Société doit remplir son mandat de façon à protéger les intérêts des déposants des institutions membres, tout en s'efforçant de réduire le plus possible les pertes qu'elle est susceptible d'encourir. La SADC a aussi pour mandat d'agir à titre d'instance de règlement de ses institutions membres.

La Société est habilitée à prendre toutes les mesures essentielles ou accessoires pour bien remplir son mandat, y compris faire l'acquisition d'éléments d'actif d'institutions membres et d'autres organisations, ou leur accorder des garanties ou des prêts. Elle peut notamment procéder ou faire procéder à des inspections des institutions membres, faire fonction de liquidateur, de séquestre ou d'inspecteur d'une institution membre ou d'une filiale de celle-ci, établir une institution-relais, acquérir des actions ou des actifs, reprendre des passifs qu'avaient des institutions membres et convertir, en actions ordinaires, certaines dettes d'une banque d'importance systémique nationale en faillite afin de restructurer son capital pour qu'elle puisse rester en exploitation.

La Société est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada pour l'application de la Loi sur la SADC. En conséquence, toutes les obligations qu'elle contracte dans l'exercice de son mandat constituent des obligations du Canada.

En juillet 2015, la Société a reçu une directive (C.P. 2015 – I 107), émise en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, lui demandant d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales, et de rendre compte de l'exécution de cette directive dans son Plan d'entreprise. La SADC s'y est conformée.

Le 16 août 2018, le Comité d'audit de la Société a approuvé les présents états financiers trimestriels consolidés condensés et en a autorisé la publication.

Méthode de préparation

Les présents états financiers trimestriels consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens et ont été préparés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor ; ils ne contiennent pas tous les renseignements devant être fournis dans des états financiers annuels complets. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités au 31 mars 2018 et relatifs à l'exercice terminé à cette date, qui sont inclus dans le Rapport annuel 2018 de la SADC.

Les états financiers trimestriels consolidés condensés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts et de l'obligation au titre des prestations définies, qui sont comptabilisées selon leur valeur actualisée. Le coût historique est généralement établi en fonction de la juste valeur de la contrepartie donnée en échange d'un actif, ainsi que de la somme reçue en échange d'un passif.

Normes internationales d'information financière (IFRS) nouvelles ou révisées

L'IASB a publié certaines IFRS qui sont obligatoires et en vigueur pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

IFRS 15 porte sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de tous les contrats conclus avec des clients, sauf les contrats qui entrent dans le champ d'application des normes sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers.

La Société applique IFRS 15 depuis le 1^{er} avril 2018, selon l'approche rétrospective modifiée (la méthode à effet cumulatif), en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme comme un ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués au 1^{er} avril 2018. Par conséquent, l'information comparative n'a pas été retraitée et continue d'être présentée selon IAS 18.

L'application de la norme n'a entraîné aucun changement quantitatif.

IFRS 9, Instruments financiers

La SADC applique, depuis le 1^{er} avril 2018, le modèle de dépréciation d'IFRS 9, ainsi que les modifications correspondantes des autres IFRS, conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 9. En ce qui concerne les états financiers de la SADC, l'adoption d'IFRS 9 a donné lieu à des changements dans les méthodes comptables relatives à la dépréciation des actifs financiers. IFRS 9 modifie aussi de façon importante d'autres normes sur les instruments financiers, notamment IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*. La note 2 présente les méthodes comptables révisées que la SADC applique aux instruments financiers.

Comme le permettent les dispositions transitoires d'IFRS 9, la SADC a choisi de ne pas retraiter les chiffres comparatifs puisque l'adoption de la norme a eu peu de conséquences sur les états financiers consolidés. Les méthodes comptables utilisées pour les états financiers des périodes antérieures s'accordent avec celles présentées dans les états financiers consolidés de la SADC pour l'exercice terminé le 31 mars 2018. Les ajustements de la valeur comptable des instruments financiers à la date de transition ont été portés au solde d'ouverture des résultats non distribués et des autres réserves de la période. En ce qui concerne les informations fournies par voie de note, les modifications d'IFRS 7 ont été appliquées pour la période considérée uniquement et elles sont de nature descriptive essentiellement.

À la date de première application, soit le 1^{er} avril 2018, les actifs financiers de la SADC ont été soumis à un test de dépréciation, conformément aux exigences d'IFRS 9 (voir note 2).

La SADC n'a comptabilisé aucune correction de valeur pour dépréciation au 31 mars 2018 selon le modèle de perte subie d'IAS 39, ni aucune correction de la sorte au 1^{er} avril 2018 selon le modèle de perte attendue d'IFRS 9.

2 – Principales méthodes comptables

Sauf pour les exceptions notées ci-après, la Société a utilisé les mêmes méthodes comptables pour préparer les présents états financiers trimestriels consolidés condensés que pour les états financiers consolidés annuels au 31 mars 2018 et pour l'exercice terminé à cette date.

Instruments financiers – dépréciation

IFRS 9 introduit un modèle de dépréciation basée sur les pertes attendues qui s'applique à tous les actifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Le modèle comporte trois phases :

- i. lors de la comptabilisation initiale, les pertes de crédit attendues dans les 12 mois à venir sont comptabilisées en résultat net, et les produits d'intérêts sont calculés sur la valeur comptable brute de l'actif.
- ii. si le risque de crédit augmente de façon importante après la comptabilisation initiale, les pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'actif sont comptabilisées en résultat net, et les produits d'intérêts sont calculés sur la valeur comptable brute de l'actif.
- iii. lorsque l'actif financier est considéré comme déprécié, les produits d'intérêts sont calculés sur la valeur comptable nette de l'actif (valeur comptable brute diminuée de la correction de valeur pour pertes), plutôt que sur la valeur comptable brute.

La Société calcule une correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les titres de placement et les primes d'assurance à recevoir qui sont évalués au coût amorti. La SADC comptabilise des pertes de crédit attendues dans les 12 mois sur les instruments financiers, sauf si le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, auquel cas elle inscrit les pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument. Le montant des pertes de crédit attendues, le cas échéant, est révisé à chaque date de clôture pour tenir compte de l'évolution du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

La Société a tenu compte de certaines informations prospectives de nature économique lors du calcul des pertes de crédit attendues, en se basant sur plusieurs scénarios qui ont donné lieu à une moyenne des pertes de crédit attendues fondée sur une pondération probabiliste de chaque scénario.

Estimations et jugements comptables

L'évaluation des pertes de crédit attendues sur les actifs financiers de la Société nécessite des modèles complexes ainsi que des hypothèses et jugements importants qui dépendent de plusieurs facteurs. Si ces facteurs changent, les pertes de crédit attendues ne seront plus les mêmes.

Sont considérés des jugements et des estimations comptables les éléments du modèle de pertes de crédit attendues suivants, entre autres :

- le choix des critères pour déterminer si le risque de crédit a augmenté ou non de façon importante ;
- la conception de modèles adéquats et la formulation d'hypothèses adéquates en vue d'évaluer les pertes de crédit attendues ;

- l'établissement des variables économiques présentant la corrélation la plus élevée avec nos portefeuilles d'actifs financiers ;
- l'établissement du nombre de scénarios macroéconomiques de nature prospective et de leurs pondérations relatives, y compris leur effet sur les données économiques retenues dans le modèle.

Pertes de crédit attendues – approche et évaluation

Titres de placement

Pour ce qui est des titres de placement, les pertes de crédit attendues sont la différence entre tous les flux de trésorerie contractuels qui sont dus à la SADC aux termes du contrat et tous les flux de trésorerie que la SADC s'attend à recevoir, actualisés au taux d'intérêt effectif initial. Si le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, la dépréciation correspond aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument. Sinon, elle correspond aux pertes de crédit attendues dans les 12 mois et représente la portion des pertes de crédit attendues sur la base de cas de défaillance susceptibles de se produire dans les 12 mois suivant la date de clôture. En cas d'amélioration de la qualité du crédit dans une période ultérieure, de sorte que l'augmentation du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale n'est plus considérée comme importante, la correction de valeur pour pertes est révisée selon des pertes de crédit attendues sur 12 mois.

Les titres de placement de la SADC sont des instruments d'emprunt émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou des gouvernements provinciaux dont la cote de crédit est de A- au minimum. Pour évaluer les pertes de crédit attendues sur ces instruments, la Société a appliqué les mesures de simplification qu'IFRS 9 préconise si le risque est faible, du fait de la grande qualité de crédit des instruments. Ainsi, il n'y a pas lieu d'évaluer si le risque de crédit de ces instruments a augmenté de façon importante, et la correction de valeur pour dépréciation devrait représenter les pertes de crédit attendues dans les 12 mois à venir.

Primes d'assurance à recevoir

La Société applique la méthode simplifiée pour les primes d'assurance à recevoir, selon laquelle elle n'est pas obligée de déterminer si le risque de crédit a changé ou non, mais est plutôt tenue de comptabiliser une correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur la durée de vie de la créance à chaque date de clôture, dès la création de la créance. Dans le cas des primes d'assurance à recevoir par la SADC, l'échéance contractuelle n'est pas censée dépasser un an. La perte de crédit attendue pour la durée de vie serait donc calculée sur 12 mois.

Sommes à recouvrer d'actifs en liquidation

Aux sommes à recouvrer d'actifs en liquidation, la Société applique un taux d'intérêt effectif ajusté en fonction de la qualité de crédit et comptabilise toujours une correction de valeur en fonction de la variation des pertes de crédit attendues sur la durée de vie. Ainsi, la juste valeur lors de la comptabilisation initiale rend déjà compte des pertes de crédit attendues sur la durée de vie, et aucune correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur 12 mois n'est nécessaire. Les facteurs indiquant si un actif est déprécié ou non dès son acquisition ou sa création sont les mêmes que ceux de la phase 3. À chaque date de clôture, la SADC révisera son estimation des flux de trésorerie et ajustera la correction de valeur en conséquence.

Jugements comptables critiques et principales sources d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers trimestriels exige que la direction ait recours à des jugements et à des estimations qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur le montant présenté des actifs et des passifs. Les résultats réels pourraient s'écarter des estimations utilisées.

En préparant les présents états financiers consolidés condensés trimestriels, la direction a eu recours aux mêmes jugements importants dans l'application des méthodes comptables de la Société que ceux auxquels elle avait eu recours lors de la préparation des états financiers consolidés annuels au 31 mars 2018 et pour l'exercice terminé à cette date ; les principales sources d'incertitude relatives aux estimations ont été également les mêmes.

Obligation au titre des prestations définies

À la fin de chaque exercice, la Société effectue une évaluation actuarielle pour établir la valeur actualisée de son passif au titre des prestations définies. Les écarts actuariels qui ressortent de cette évaluation sont comptabilisés immédiatement en résultats non distribués, en tant qu'autres éléments du résultat global.

Aucune évaluation actuarielle n'a été faite en date des 30 juin 2018 et 2017. Par conséquent, aucun écart actuariel n'a été comptabilisé.

3 – Instruments financiers

Les tableaux suivants indiquent les différentes échéances des titres de placement de la Société et la composition de son portefeuille de placement.

	Terme à courir			Total
	90 jours ou moins	de 91 jours à 1 an	de 1 à 5 ans	
<i>Au 30 juin 2018 (en milliers de dollars canadiens)</i>				
Bons du Trésor	11 991	-	-	11 991
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,11	-	-	1,11
Obligations	328 097	523 955	3 509 034	4 361 086
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,32	1,58	1,27	1,31
Total des titres de placement	340 088	523 955	3 509 034	4 373 077
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,32	1,58	1,27	1,31

Terme à courtir

Au 31 mars 2018 (en milliers de dollars canadiens)	Terme à courtir			Total
	90 jours ou moins	de 91 jours à 1 an	de 1 à 5 ans	
Bons du Trésor	28 661	-	-	28 661
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,11	-	-	1,11
Obligations	120 900	715 069	3 507 950	4 343 919
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,26	1,49	1,24	1,28
Total des titres de placement	149 561	715 069	3 507 950	4 372 580
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,23	1,49	1,24	1,28

Le tableau suivant donne une ventilation de la juste valeur des titres de placement de la Société.

Au 30 juin 2018 (en milliers de dollars canadiens)	Justes valeurs					Total
	Coût amorti	Pertes latentes	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Bons du Trésor	11 991	-	11 991	-	-	11 991
Obligations	4 361 086	(66 761)	3 579 346	714 979	-	4 294 325
Total des titres de placement	4 373 077	(66 761)	3 591 337	714 979	-	4 306 316

Au 31 mars 2018 (en milliers de dollars canadiens)	Justes valeurs					Total
	Coût amorti	Pertes latentes	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Bons du Trésor	28 661	(3)	28 658	-	-	28 658
Obligations	4 343 919	(63 875)	3 610 270	669 774	-	4 280 044
Total des titres de placement	4 372 580	(63 878)	3 638 928	669 774	-	4 308 702

Le tableau ci-après résume la qualité de crédit des titres de placement de la Société, selon leur cote de crédit.

Cotes de crédit (en milliers de dollars canadiens)	30 juin 2018	31 mars 2018
AAA	4 037 581	4 086 722
AA+	-	-
AA	25 204	25 100
AA-	137 037	138 901
A+	173 255	121 857
Total des titres de placement	4 373 077	4 372 580

Dans les tableaux qui précèdent, les intérêts courus sont inclus dans la valeur comptable.

Au 30 juin 2018, la Société n'avait comptabilisé aucune correction de valeur pour pertes à l'égard de ses titres de placement (néant au 31 mars 2018).

Au 30 juin 2018, la Société n'avait comptabilisé aucune correction de valeur pour pertes à l'égard de ses primes d'assurance à recevoir (néant au 31 mars 2018).

4 – Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

La provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts représente la meilleure estimation de la Société en ce qui a trait aux sorties futures d'avantages économiques résultant de l'obligation de la Société d'assurer les dépôts détenus par les institutions membres dans le cas d'une faillite. L'estimation est basée sur un calcul de la perte attendue et est soumise au caractère incertain des pertes quant à leurs montants et à leurs dates de survenance. Ainsi, les pertes réelles pourraient différer considérablement des estimations.

Les variations de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts sont résumées ci-après :

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Provision pour pertes liées à l'assurance- dépôts
Solde au 31 mars 2018	2 050 000
Variation de la provision	-
Solde au 30 juin 2018	2 050 000

5 – Charges d'exploitation

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Salaires et autres frais de personnel	5 423	5 955
Honoraires et autres frais	617	1 079
Frais généraux	868	1 477
Locaux	910	936
Traitement de données	701	594
Dotation aux amortissements	505	582
Sensibilisation du public	231	1 023
	9 255	11 646
Recouvrement de charges	(39)	(38)
Total des charges d'exploitation	9 216	11 608

6 – Transactions entre parties liées

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada, leur propriétaire commun. Elle a conclu des opérations avec certaines de ces parties liées dans le cadre de la prestation ou de l'achat de services divers. Ces opérations ont eu lieu dans le cadre des activités normales de la Société et sont comptabilisées à leur valeur d'échange, soit la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.

7 – Événements postérieurs à la date de clôture

La provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts est une estimation effectuée selon une évaluation du risque global que présentent les institutions membres. L'évaluation se fonde sur les facteurs mentionnés à la note 2 du Rapport annuel 2018 de la SADC. En juillet 2018, après la date de clôture du 30 juin 2018, Moody's Investor Services a rehaussé les cotes de crédit à long terme de certaines banques canadiennes. Cette amélioration devrait faire baisser la provision d'un montant estimé à 150 millions de dollars, laquelle passera à 1 900 millions de dollars.